

POLICE - CIRCULATION
Animaux dangereux errants ou
non déclarés

Dispositions permanentes

LE DEPUTE-MAIRE DE LA VILLE DE LA ROCHELLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants, et à la protection des animaux et ses textes réglementaires d'application,

Vu le Code rural et notamment les articles 211, 212 et 213,

Vu le Code Pénal,

Vu l'arrêté municipal du 18/02/1991,

Considérant qu'il entre dans les compétences du Maire de veiller à la sécurité publique,

Considérant que tout propriétaire de chien de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie est soumis à l'obligation de le déclarer aux services de la Mairie,

Considérant que la divagation des chiens de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie peut représenter un danger pour la population,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Général des services de la Ville,

ARRETE

ARTICLE 1 -

Les propriétaires de chiens 1^{ère} et 2^{ème} catégorie résidant sur la commune, ont l'obligation de déposer une déclaration à la Mairie et d'y joindre les pièces justifiant :

- *De l'identification du chien conformément à l'article 276-2 du Code rural,*
- *De la vaccination antirabique du chien, en cours de validité,*
- *Pour les chiens de la 1^{ère} catégorie, le certificat vétérinaire de stérilisation de l'animal,*
- *D'une assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire du chien ou de celui qui le détient, pour des dommages causés aux tiers par l'animal.*

Après vérification de toutes ces pièces, un récépissé est donné au propriétaire du chien.

ARTICLE 2 -

Une fois la déclaration déposée, l'animal doit satisfaire en permanence aux conditions énumérées dans l'article 1er.

ARTICLE 3 -

Tout chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie errant ou accompagné, mais non déclaré à la Mairie, sera capturé et conduit à la fourrière animale située rue de la Descenderie, commune de Lagord.

Dans le cas où le propriétaire de l'animal est identifié, celui-ci ne pourra reprendre le chien qu'après avoir ni aux services municipaux, les pièces mentionnées à l'article 1^{er}.

.../...

Pour les chiens de 1^{ère} catégorie, les services municipaux pourront faire procéder au tatouage, à la vaccination et à la stérilisation, aux frais avancés du propriétaire.

Les animaux seront gardés pendant un délai de 8 jours francs. Au-delà de ce délai, le gestionnaire de la fourrière est autorisé à procéder à l'euthanasie de l'animal ou à en disposer conformément aux conditions prévues par l'article 213-4 du Code rural.

ARTICLE 4 -

La présence des chiens de première et de deuxième catégorie ainsi que leur circulation dans les lieux publics, dans les transports en commun, dans les lieux ouverts au public, sur la voie publique et dans les parties communes des immeubles collectifs sont réglementés selon les dispositions de l'article 211-5 (paragraphe 1 - 2 et 3) de la loi 99-5 du 6 janvier 1999.

ARTICLE 5 -

Tout propriétaire d'un animal susceptible, compte tenu des modalités de sa garde, de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, devra se soumettre aux prescriptions qui lui seront transmises par les services municipaux.

A défaut, l'animal sera capturé et placé à la fourrière de la rue Descenderie.

Si, à l'issue d'un délai franc de garde de 8 jours le propriétaire ne présente pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le gestionnaire de la fourrière est autorisé à procéder à l'euthanasie de l'animal ou à en disposer, conformément aux conditions prévues par l'article 213-4 du Code rural.

ARTICLE 6 -

Tout animal capturé par l'agent habilité fera l'objet d'une fiche de mise en fourrière conformément aux dispositions de l'arrêté municipal du 18/02/1991.

ARTICLE 7 -

Il sera procédé à la publication du présent arrêté par voie d'affichage ainsi qu'à sa transmission à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

ARTICLE 8 -

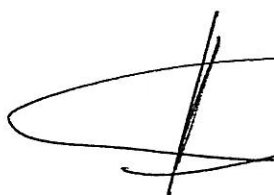
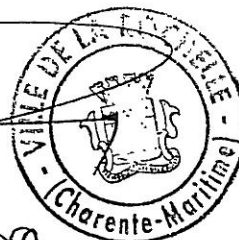
Le présent arrêté est exécutoire dès l'accomplissement des formalités prévues à l'article 7 ci-dessus.

ARTICLE 9 -

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville et Monsieur le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LA ROCHELLE, le 21 AOUT 2000

LE DEPUTE-MAIRE,

Mr BONO